

« Analyse de l'efficacité du système bancaire dans une économie » Cas de la RDC de 1980 à 2014

BULONI YEKA Jean, Jiscard ENVI WA AVUTIA, Joël ALIRAC
ADEGIRAC, Nicole ASSERU, Alphonse NGABIROC PEDHI, Vincent
LUBANZA NTITA, Rodrigue WEMBI MUSUNGU, Bienvenu
BAMONGOYO KPIBOLO-ANO

Chef de travaux à l'Université de Bunia/Rd Congo

Chef de travaux à l'Université du Cepromad de Bunia/Rd Congo

Assistant à l'Université de Bunia/Rd Congo

Assistante à l'Université de Bunia/Rd Congo

Assistant à l'Université de Bunia/Rd Congo

Assistant à l'Université de Bunia/Rd Congo

Assistant à l'Université de Bunia /Rd Congo

Assistant à l'Université de Bunia /Rd Congo

Résumé: Le développement du système bancaire dans un pays constitue un moyen favorisant l'accumulation du capital, laquelle accumulation est à la base de la croissance économique dudit pays. Évaluer l'efficacité du système bancaire sur la croissance économique apparaît pertinent à ces jours. Le présent papier s'en est proposée en République Démocratique du Congo sur une période allant de 1980 à 2014. L'objectif est celui d'évaluer l'efficacité du système bancaire congolais dans l'économie nationale. La présente recherche procède essentiellement de la méthode économétrique, et le modèle estimé est un modèle à correction d'erreur. Comme on va si bien le voir, les résultats jouent plus en faveur du système bancaire congolais.

Mot clé: système bancaire, croissance économique, le modèle à correction d'erreur

Date of Submission: 29-04-2020

Date of Acceptance: 13-05-2020

I. Introduction

La RDC a vécu, vers les années 1980 et 1990, une crise économique sévère. Celle-ci s'est caractérisée par des baisses consécutives du PIB, un gonflement de la demande globale, un alourdissement des déficits des finances publiques et de la balance de paiements ainsi qu'une persistance des tensions inflationnistes.

En 2001, l'exécution du programme intérimaire renforcé (PIR) a permis une baisse drastique du niveau général des prix avec un taux d'inflation situé à 135,09%. Ce résultat était tributaire de l'amélioration de l'excédent budgétaire de l'État combiné à l'arrêt des émissions monétaires. L'hyperinflation a été cassée en octobre 2001. En 2002, elle atteint 15,78%. Le rythme de formation des prix intérieurs s'est davantage ralenti en 2003 réduisant ce taux d'inflation à 4,4%. En 2004, pendant que l'exécution du Programme Économique du Gouvernement avait réalisé des déficits, les prix ont connu une certaine stabilité, l'inflation étant de 3,29%. (BCC, 2003, 2004).

En 2008, les avances en compte de la Banque centrale du Congo (BCC) au Trésor entraînent un accroissement de la masse monétaire. La monnaie nationale se déprécie. La hausse des prix intérieurs est suivie d'une demande excessive des devises. Consécutivement à la crise financière internationale en cours, le taux de croissance économique a chuté à 2,8 % en 2009. Il s'est établi à une moyenne globale de 7,7 % par an sur la période 2010-2015.

La relance de l'économie passe obligatoirement, notamment, par l'amélioration du système financier national. Celui-ci permet aux banques et institutions financières de remplir efficacement leurs fonctions dont celle d'encourager l'épargne. Comme on va bien le voir dans ce papier, le système bancaire joue un rôle de premier plan dans le financement de l'investissement productif des pays en quête d'une croissance économique non vulnérable. Il procède par la mobilisation d'épargne et la redistribution des ressources via l'octroi de crédits. La mobilisation de l'épargne domestique permet de lutter contre la thésaurisation. Celle-ci est un obstacle à la croissance. La redistribution des ressources permet aux banques de jouer leur rôle d'intermédiaire financier entre les agents à besoin de financement et les agents à capacité de financement.

Une hausse du taux d'intérêt favorise la circulation excessive des liquidités hors banques en dépit de la réforme du secteur bancaire initiée dernièrement par le gouvernement. Cette réforme avait pour objectif d'inciter

une bancarisation de masse. D'où la reprise observée des activités bancaires ces dernières années en RDC et l'arrivée de plusieurs institutions bancaires qui assurent l'offre de différents produits et services financiers à la population. PLACIDE KEZA (2006-2008).

Il y a plus d'au moins quinze ans que la RDC réalise des taux de croissance économique positif. Ces taux approchent des taux à deux chiffres pour certaines années. Cependant, le système bancaire congolais reste encore peu développé avec un taux d'intérêt élevé. Cette réalité particulière constitue un véritable paradoxe. D'où l'impérieuse interrogation sur l'efficacité du système bancaire congolais dans l'économie nationale.

Plus concrètement, *quelle est la contribution du système bancaire dans la croissance économique en RDC?* Cette contribution peut se mesurer en termes marginaux ou d'élasticité du volume du crédit accordé à l'économie par rapport à la croissance économique réalisée, à court ou à long terme. Nous pensons donc que le taux de pénétration des banques dans l'économie et le taux moyen de détention d'un compte bancaire sont très faibles en RDC. Par contre, les taux d'intérêt des crédits que les banques accordent à leurs clients sont moyennement trop élevés. Pour toutes ces raisons et tant d'autres encore, le système bancaire en RDC ne saurait être efficace.

Dans la quête de la satisfaction à la présente préoccupation, nous sommes partis de l'objectif consistant à évaluer l'efficacité du système bancaire à l'économie en RDC. L'évaluation de l'apport du crédit bancaire à la croissance économique au pays peut constituer un indicateur de la capacité de ce système bancaire de constituer un levier prééminent à la disposition du décideur politique pour booster permanentement une croissance économique susceptible d'améliorer, tant soit peu, le bien-être général de la population congolaise.

De manière pratique, le résultat auquel cette recherche aboutit et les suggestions qui en découlent peuvent orienter la politique économique du pays. Celle-ci viserait la restructuration du système bancaire congolais pour plus d'optimalité et d'efficacité. Un tel système conduit à une croissance voulue résiliente, soutenue et non vulnérable.

II. APPROCHE METHODOLOGIQUE ET SOURCES DES DONNEES

Ce papier a fait recours à la technique documentaire, laquelle a permis de constituer la base des données. On a procédé essentiellement par la méthode économétrique. Le modèle estimé est celui de correction d'erreur.

II.1. Spécification du modèle

Les paramètres de la fonction de production sont essentiels pour décomposer la croissance de la production selon les contributions qui proviennent respectivement du capital physique, du travail et de la productivité. Le modèle de Römer (1986) nous a servi de point de départ pour dégager les sources de croissance en RDC.

Cette fonction de production peut inclure un vecteur de variables du secteur bancaire telles que le crédit à l'économie, le crédit bancaire au gouvernement, la masse monétaire, etc. Ces variables pourraient affecter le taux de croissance économique notamment par le biais de la productivité globale des facteurs.

On peut donc avoir la fonction de production suivante :

$$\begin{cases} Y = K^\alpha \cdot H^\beta \cdot V^\theta \cdot (AL) \\ \alpha > 0 \quad \beta > 0 \quad \theta < 0 \quad 0 < \alpha + \beta + \theta < 1 \end{cases}$$

Où K, H, V et AL représentent respectivement le stock de capital physique, le stock de capital humain, le vecteur de politique macroéconomiques (dont les variables monétaires ayant un impact sur la production à travers la productivité globale des facteurs) et la quantité de travail effective (A_t représente la technologie et L le travail).

La fonction de production par unité de travail effectif s'écrit donc:

$$y = v^\alpha k^\beta h^\theta \\ k = \frac{K}{AL} \quad h = \frac{H}{AL} \quad v = \frac{V}{AL}$$

Avec k, h et v qui représentent respectivement le capital physique par travailleur effectif, le capital humain par travailleur effectif et la variable de politique économique.

Soit la transformation qui consiste à soumettre la fonction de production par tête à la fonction de production et à la dérivée membre à membre :

$$\frac{\dot{y}}{y} = \alpha \frac{\dot{k}}{k} + \beta \frac{\dot{h}}{h} + \theta \frac{\dot{v}}{v}$$

Cette équation décompose la croissance de la production entre la contribution à la croissance de la croissance du capital physique, de la main d'œuvre et de politique économique.

De cette fonction de production découle le modèle économétrique suivant :

$$T_x PIBH_t = \varphi_0 + \varphi_1 T_x k_t + \varphi_2 T_x h_t + \varphi_3 T_x p_t + \varepsilon_t$$

Où $T_x PIBH_t$, $T_x k_t$, $T_x h_t$ et $T_x p_t$ désignent respectivement le taux de croissance du PIB par tête, le taux de croissance du capital physique par tête, le taux de croissance du capital humain par tête et le taux de croissance des variables monétaires qui affecte la croissance par le biais de la productivité globale des facteurs et ε_t est le terme d'erreur.

II. 2. Source des données et définition des variables

Toutes les données qu'exploite cette étude sont extraites de la base statistique de données de la Banque mondiale (www.worldbank.org). La variable « capital humain » provient de la base statistique de données du CNUCED (www.untad.org).

La variable endogène est la croissance économique. Elle est mesurée par le taux de croissance du PIB réel par tête. Les variables exogènes qui entrent en compte de cette recherche comprennent le capital physique, le capital humain et les variables monétaires.

Le mode de détermination du capital physique dans le cadre de ce papier se réfère à celui de Akitoby B. (2002). Il procède par la méthode d'inventaire perpétuel. Le capital physique initial est supposé de 1,5 de la production. Son taux annuel de dépréciation est de 15%. Il tient compte de l'instabilité politique. Le capital physique évolue en fonction de niveau de l'investissement. En considérant 1980 comme l'année de base, les capitaux physiques publics et privés de chaque secteur sont déterminés par :

$$K = PIB_{\text{sec } 1980} \cdot (1 - \delta) + I$$

I est la formation brute du capital fixe.

Le facteur travail L correspond à la main d'œuvre active ou à la population active. Le capital humain mesuré par les années de scolarisation moyennes de la population. Le capital humain, en tant que source de croissance, permet de booster positivement la croissance économique. Aussi, il facilite à un pays de s'adapter aux nouvelles technologies. Les variables monétaires sont captées en pourcentage de PIB.

En outre, quelques hypothèses sont émises sur les signes attendus des variables exogènes. Le capital humain, proxy du taux brut de scolarisation au niveau secondaire, aura un impact positif sur le PIB par tête. Il en est de même pour le capital physique. Celui-ci aura un effet positif sur la croissance économique de la RDC au cours de la période sous analyse. Les variables monétaires ont un impact positif sur la croissance. Il s'agira, dans le cadre de ce papier, du crédit à l'économie et de la masse monétaire.

Le modèle spécifié prend alors la forme suivante :

$$T_x PIBH_t = \varphi_0 + \varphi_1 T_x k_t + \varphi_2 T_x h_t + \varphi_3 T_x MM_t + \varphi_4 T_x CRECO_t + \varphi_5 T_x CREPUB_t + \varphi_6 Dum_t + \varepsilon_t$$

Où $T_x PIBH_t$, $T_x k_t$, $T_x h_t$, $T_x MM_t$, $T_x CRECO_t$ et $T_x CREPUB_t$ désignent respectivement les taux de croissance des variables PIB, capital physique, capital humain, masse monétaire, crédit à l'économie et crédit au gouvernement. Le modèle incorpore aussi la variable Dummy. Cette variable indicatrice ou muette sert à capter les chocs exogènes structurels.

III. Résultats de l'étude

III.1. Stationnarisation des variables

Les données exploitées sont des chroniques. Elles doivent être stationnaires, au moins, en moyenne. De la sorte, une régression fallacieuse peut être évitée. Le test de stationnarité et la stationnarisation procèdent du test de Dickey-Fuller augmenté (ADF). Les résultats sont repris dans le tableau numéro 1.

Tableau numéro 1 : Résultats du test ADF sur les variables.

$T_x k_t$	ADF	Valeur critique	Probabilité	I(1)	Valeur critique	Probabilité
Modèle 1	-1,441	-3,558	0,838	-5,097	-3,563	0,0014
$T_x h_t$	ADF	VC	Prob	I(1)	VC	Prob
Modèle 1	-1,195	-3,558	0,895	-6,492	-3,562	0,0000
$T_x MM_t$	ADF	VC	Prob	I(1)	VC	Prob
Modèle 2	-2,202	-3,558	0,472	-6,864	-3,562	0,0000
$T_x PIBH_t$	ADF	VC	Prob	I(1)	VC	Prob
Modèle 1	-0,939	-1,952	0,302	-6,939	-1,952	0,0000
$T_x CRECO_t$	ADF	VC	Prob	ADF	VC	Prob
Modèle 3	-2,754	-3,558	0,224	-6,846	-3,562	0,0000
$T_x CREPUB_t$	ADF	VC	Prob	ADF	VC	Prob
Modèle 1	-0,434	-1,952	0,801	-6,939	-1,952	0,0000

Source : Auteur sur base du logiciel Eviews 9

Les modèles 1, 2 et 3 sont respectivement les modèles avec tendance et dérive, avec dérive ainsi que sans dérive ni sans tendance, respectivement.

Toutes les variables ne sont pas stationnaires en niveau. Elles le sont en différence première : la statistique ADF est statistiquement significative au seuil de 5.% ; ce dernier est supérieur en valeur absolue à la valeur critique ; la valeur de la probabilité critique associée à la statistique ADF est inférieure au seuil de significativité de 5 %. L'estimation par le modèle à correction d'erreur (MCE) est alors possible. Le test de Johansen 2 (1988, 1991) de la cointégration est alors envisageable.

III.2. Estimation du modèle à correction d'erreur (MCE)

Le tableau N° 2 ci-après synthétise les résultats des estimations de la relation de long terme et de la relation dynamique (de court terme).

Tableau 2 : Estimation du modèle à correction d'erreur du taux de croissance

Variable dépendante : taux de produit intérieur brute par habitant					
Relation de Long terme			Relation de Court terme		
Variables	Coefficients	t Student	Variables	Coefficients	t-Student
Capital physique	0,140	0,614	$\Delta Cap.phys$	0,498	2,942**
Crédit public	0,168	4,864***	$\Delta Crédpub$	0,124	3,190***
Masse monétaire	0,187	4,941***	$\Delta_{MassMon}$	- 0,101	- 2,392**
Capital humain	0,729	2,235**	$\Delta Cap.hum$	0,714	0,587
Crédit à l'économie	0,025	2,665**	$\Delta Créco.$	- 0,01	- 0,195
Dummy	0,082	2,410**	DUMMY	0,096	0,996
TxPIB(-1)	0,384	5,114***	RESIDU	- 0 ,299	- 2,315**
β_0	- 5,192	- 1.672			
R ² :0,98 DW:1,66			R ² : 0,882		

***, ** et * sont respectivement significatif à 1%, 5% et 10%.

a) Test de significativité des paramètres estimés du modèle

Hormis les variables capital physique à long terme, capital humain à court terme et crédit à l'économie à court terme, les valeurs des probabilités critiques associées au test de Student sont toutes inférieures à 5 % pour toutes les variables exogènes qui entrent dans le modèle. Ces variables exercent une influence statistiquement significative sur le taux de croissance du PIB/Habitant au seuil standard de significativité.

b) Test de significativité de l'ensemble de la régression

La valeur de la probabilité critique associée au test de Fisher étant nulle (et donc inférieure à 5 % et à 1 %), le modèle estimé est globalement statistiquement significatif quel que soit le seuil de significativité choisi.

III.3. Interprétation des résultats

1. Capacité d'influence ds facteurs à base de la croissance en RDC

Se conformant aux résultats du présent travail se trouvant dans le tableau 2 ci-haut de l'estimation du modèle, il se dégage le constat suivant : à long terme, lorsque le capital humain accroit de 1 point, la production accroit de 0,729 points, lorsque la masse monétaire augmente de 1 point, la production augmente de 0,187 points, et lorsque les crédits à l'économie et à l'Etat augmentent respectivement de 1 point, la production augmente de 0,025 points et 0,168 points. Le capital physique n'a pas d'influence à long terme sur la production.

Et à court terme, lorsque le capital physique, les crédits à L'Etat, et la masse monétaire, accroissent de 1point, la production augmente de 0,498 points et de 0,124 points, d'une part, et diminue de 0,101 points, d'autre part. Le capital humain et les crédits à l'économie n'ont point d'influence sur la production à court terme.

2. Discussion des résultats

Il résulte de cette analyse que les crédits accordés au gouvernement impactent positivement et très significativement la production par habitant. Ce résultat conforte celui de Grier et Tullock (1986) pour un groupe de pays en développement et de Kako Nubukpo (2004) pour le cas de pays de l'UEMOA. Quant à l'offre de la monnaie, elle a un effet significatif sur la croissance économique de la RDC à long terme et à court terme.

S'agissant des crédits à l'économie, ils impactent la croissance économique à long terme. Ils n'influencent pas l'économie à court terme. Ce résultat corrobore celui de Calzo et al. (2001) ainsi que celui de Brand et Cassola (2000) et d'Adam (1992) pour les pays en développement.

Les résultats auxquels cette analyse aboutit s'avèrent globalement satisfaisants. Cependant, ils sont mitigés. Les mêmes variables monétaires peuvent impacter la croissance économique positivement ou négativement selon qu'il s'agit du long terme ou du court terme. Notre hypothèse de recherche est ainsi partiellement confirmée (ou infirmée). La contribution du système bancaire congolais à la croissance économique est alors positive ou négative selon le terme considéré. La politique économique monétaire ne pourrait constituer, en RDC, une voie absolue de transmission de chocs pour orienter l'économie, dans l'optique de booster la croissance économique et d'impulser le développement.

a. Critique de la recherche

Les conclusions de la présente étude sont tributaires d'un certain nombre de paramètres. L'étude utilise des données secondaires ou historiques. Cette base statistique de données a été constituée pour un objectif premier différent de celui auquel elle a servi. La présente recherche a recouru au modèle à correcteur d'erreur appliqué à un modèle de Römer. Un changement qui affecterait un élément quelconque se rapportant aux données, à la méthode ou à la période sous-étude pourrait orienter, dans un sens comme dans un autre, les résultats.

b. Portée des résultats

L'économie de la RDC connaît des moments de basse conjoncture. Le pays est à la recherche d'une politique économique efficace et optimale susceptible de booster son économie. Les variables monétaires qui ont fait l'objet de la présente recherche ne constituent pas absolument des canaux de transmission des chocs indispensables.

c. Proposition des politiques économiques

En fonction des résultats auxquels cette recherche a abouti, nous proposons une politique monétaire expansive qui consisterait à réduire le taux d'intérêt afin de porter la croissance économique à un niveau acceptable, car à la lumière de la théorie keynésienne du taux d'intérêt et de l'emploi, le taux d'intérêt bas encourage les investissements, lesquels sont à la base de la croissance. L'autorité monétaire doit s'assurer que les crédits sont orientés vers les secteurs productifs, car les résultats du présent travail montrent que le crédit à l'économie n'a point d'influence sur la croissance économique en RDC à court terme.

Les autorités congolaises pourraient appliquer la politique qui faciliterait la formation et l'éducation, car le capital humain en RDC n'impacte pas la production tel que le stipule Lucas dans le modèle de la croissance endogène, que le capital humain étant à la base de la croissance mais il devient efficace en accumulant les connaissances.

Les pouvoirs publics pourraient également appliquer la politique qui faciliterait les investisseurs privés à œuvrer dans le pays. Toute fois les autorités peuvent s'y prendre en allégeant le taux de taxation et en construisant des infrastructures qui permettraient le déplacement aisé et la bonne circulation des informations afin que les opérateurs privés exercent leurs activités dans un climat harmonieux, et cela pourrait contribuer d'avantage à la croissance économique.

IV. Conclusion

Nous voici au terme de notre étude qui a porté sur l'efficacité du système bancaire dans une économie, Cas de la RDC de 1980 à 2014. En abordant cette thématique, la problématique de la recherche était centrée sur le rôle économique du système bancaire à booster la croissance économique en RDC pour la période susmentionnée. Dans le souci de mieux cerner ce rôle, nous sommes partis d'une évaluation de l'efficacité du système bancaire sur l'économie congolaise.

Ainsi, pour y parvenir, nous avons fait usage essentiellement de la méthode économétrique en se servant des données issues des bases des données statistiques de la Banque mondiale (www.worldbank.org), et de la Conférence des nations unies sur le commerce et le développement (www.untad.org). Tout ceci soutenu par le logiciel EVIEWS9.

De par les analyses de la recherche, l'hypothèse émise est infirmée, car les résultats auxquels cette étude débouche ne s'expriment pas en faveur de l'hypothèse de la présente recherche qui infirmait la contribution du système bancaire congolais à la croissance économique. Les résultats jouent plutôt en faveur des crédits à l'économie sur la croissance à long terme en RDC.

Se référant aux résultats de l'estimation du modèle, à long terme, lorsque le capital humain accroit de 1 point, la production accroit de 0,729 points, lorsque la masse monétaire augmente de 1 point, la production augmente de 0,187 points, et lorsque les crédits à l'économie et à l'état augmentent respectivement de 1 point, la production augmente de 0,025 points et 0,168 points. Le capital physique n'a pas d'influence à long terme sur la production.

A court terme, lorsque, le capital physique, les crédits à l'Etat, et la masse monétaire, accroissent de 1 point, la production augmente de 0,498 points et de 0,124 points, d'une part, et diminue de 0,101 points, d'autre part. Le capital humain et les crédits à l'économie n'ont point d'influence sur la production.

A la lumière de ce qui est mentionné ci-haut, il se dégage une conformité entre le résultat de cette étude et celui de Grier et Tullock (1986) pour un groupe de pays en développement et de Kako Nubukpo (2004) pour le cas de pays de l'UEMOA, par le fait que les crédits accordés au gouvernement impactent positivement et très significativement la production par habitant. Quant à l'offre de la monnaie, elle a un effet significatif sur la croissance économique à long terme et à court terme.

S'agissant des crédits à l'économie, ils impactent la croissance économique à long terme. Ils n'influencent pas l'économie à court terme. Ce résultat corrobore celui de Calzo et al. (2001) ainsi que celui de Brand et Cassola (2000) et de Adam (1992) pour les pays en développement.

Mais alors, les conclusions de la présente étude sont tributaires d'un certain nombre de paramètres. L'étude utilise des données secondaires ou historiques. Cette base statistique de données a été constituée pour un objectif premier différent de celui auquel elle a servi, ceci constitue une critique contre la présente.

En soubassement des résultats auxquels cette recherche débouche, nous proposons une politique monétaire expansive qui consisterait à réduire le taux d'intérêt afin de porter la croissance économique à un niveau acceptable, car à la lumière de la théorie keynésienne du taux d'intérêt et de l'emploi, le taux d'intérêt bas encourage les investissements, lesquels sont à la base de la croissance. L'autorité monétaire doit s'assurer que les crédits sont orientés vers les secteurs productifs, car les résultats du présent travail montrent que le crédit à l'économie n'a point d'influence sur la croissance économique en RDC à court terme.

Les autorités congolaises pourraient appliquer également la politique qui faciliterait la formation et l'éducation, car le capital humain en RDC n'impacte pas la production tel que le stipule Lucas dans le modèle de la croissance endogène, que le capital humain étant à la base de la croissance mais il devient efficace en accumulant les connaissances.

Les pouvoirs publics pourraient encore appliquer la politique qui faciliterait les investisseurs privés à œuvrer dans le pays. Toutefois, les autorités peuvent s'y prendre en allégeant le taux de taxation et en construisant des infrastructures qui permettraient le déplacement aisé et la bonne circulation des informations afin que les opérateurs privés exercent leurs activités dans un climat harmonieux, et cela pourrait contribuer d'avantage à la croissance économique.

Références bibliographiques

Ouvrages

- [1]. Chouchane-Verdier, A. (2001). « Libéralisation Financière et Croissance Economique : le cas de l'Afrique Subsaharienne », Ed.L'Harmattan;
- [2]. Cihak M. and Erlend N.(2009), «The Need for Special Resolution Regimes for Financial Institutions -the Case of the European Union».
- [3]. Fouda O.J.P.(2005), « Relations bancaires nationales et internationales ».
- [4]. GUELLEC D., RALLE P. (1995), « Les nouvelles théories de la croissance, Repères, La Découverte ».
- [5]. Keynes, J. (1936). « The General Theory of Employment Interest and Money ». London: Macmillan.
- [6]. Patrick, H.T (1966), « Financial Development and Economic Growth in Underdeveloped Countries », Economic Development and Cultural Change, Vol.14.
- [7]. Peyrard J. et Peyrard M. (2001), « Dictionnaire et finance », Vulbert, Paris, 2 ème édition.
- [8]. Robinson J. (1952), « The Generalization of the General Theory», The Rate of Interest and Other Essays, London, Macmillan.
- [9]. SMITH. A.(1976), « Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations » éd. Gallimard, Paris.
- [10]. SOLOW R.M.,(1956), « Une contribution à la théorie de la croissance économique », repris dans ABRAHAM-FROIS G. (1974), (éd.), « Problématiques de la croissance », Economica, Pari..
- [11]. Stiglitz J. (1997), « Principe d'économie moderne », Paris, de Boeck université, 1 ère Edition.
- [12]. Tcheta A, « Les déterminants de la non-croissance économique en République Démocratique du Congo (1920-2000) », working paper, université panthéon-Sorbonne, Paris I. Economy, vol. 94, n° 5.
- [13]. Tobin J. (1965): « Money and Economic Growth », Econometrica, N°33.
- [14]. **Articles et revues**
- [15]. Abessolo Y, « instabilité politique et performance économique : une évaluation du cas du Tchad », working paper, Univerité Yaoundé II, Cameroun.
- [16]. Barro, Robert J.(1996),«Determinants of Economic Growth: A Cross-Country Empirical Study». National Bureau of Economic Research Working Paper.
- [17]. BCC, Rapport annuel 2003, 2004
- [18]. Bomda, J. (2010). «Intermédiation financière pour la croissance et la création de richesse en Afrique», Atelier AFRACA du 22 au 26 Novembre, Kinshasa, RDC, 35ppt.
- [19]. Kabwe, F. (2015), « Contribution des ressources minières sur la croissance économique en RDC », Les Cahiers du CEDIMES, WIP.
- [20]. CREVOISIER O. (2009), « Les dynamiques territoriales de connaissance : relations multi locales et ancrage régional », Revue d'économie industrielle, n°128, 4^{ème} trimestre.
- [21]. FEC.(2007), «Etat des lieux de l'économie congolaise : problème et piste des solutions», Mars.
- [22]. Hicks, J. (1969). «A Theory of Economic History», Oxford : Clarendon Press.
- [23]. Kaminsky, G. et Reinhart, C. (1999). «The Twin Crises: the Causes of Banking and Balance-of-Payments Problems», The American Economic Review, Vol. 89, N°3.

- [24]. JAMISON D., LIU S. and RIVKIN S.,(1993), « Education and economic growth: some crosssectional evidence from Brazil». Journal of Development Economics.
- [25]. Lucas, R. E., (1988), «On the Mechanics of Economic Development », Journal of Monetary Economics, 22: 3-42.
- [26]. NGUNU KASAI, (2003), « Comment relancer et redynamiser les activités bancaires en RDC », in Revue de la FASE, UPC 5 ème année, N°5.
- [27]. PLACIDE KEZA J. «Les enjeux économiques de la bancarisation en Afrique Subsaharienne », Centre d'études stratégique du bassin du Congo, 2006-2008
- [28]. ROMER P.M. (1986), «Increasing Returns and Longrun Growth», Journal of Political Economy, University of Chicago Press, vol. 94(5).
- [29]. Romer, Paul M.(1994), «The Origins of Endogenous Growth»,Journal of Economic Perspectives,vol. 8, n° 1.
- [30]. Tobin, J. (1965), «Money and Economic Growth, Econometrica», Vol. 33, N°4.
- [31]. Cecile perret (2011), « Des modèles de croissance aux théories du développement territorial endogène : vers une prise en compte du capital Social ».